



CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITÉE

T/COM.5/L.130
21 juillet 1955

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE MONSIEUR SYLVESTRE MBOGSI CONCERNANT
LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

COPIE

PETITION

de M. Sylvestre MBOGSI
Commerçant à Nkolmaka
s/c de M. Edouard Mbida
Mission catholique
Obout par Mbalmayo
Cameroun

M'BALMAYO, le 28 juin 1955

à Monsieur Secrétaire Général de l'ONU
Département de la tutelle et des
renseignements provenant des territoires
non autonomes,

LAKE SUCCESS, New-York

REFERENCE : Votre T/PET.5/262 du 11 avril 1955

Monsieur,

En accusant réception à votre lettre ci-dessus référenciée, qui accompagnait la résolution adoptée par le Conseil de tutelle^{1/}, dans sa séance No. 582 du 21 février 1955, j'ai l'honneur de vous présenter par les présents, les observations que soulèvent les déclarations du représentant de l'Autorité administrante, au sujet de ma pétition relative qui m'oppose à l'administration française du Cameroun.

En effet, j'avais attiré l'attention des membres du Conseil de tutelle sur le litige domanial qui m'oppose aux autorités françaises depuis de longues années et pour lequel j'avais réclamé en vain une indemnité de compensation, en réparation du préjudice que j'avais subi de l'aliénation des terrains qui m'appartenaient toute propriété, selon le droit coutumier.

Il s'agit des parcelles de terre, sises à Nkomaka dont l'une a été occupée par la Société allemande : LEHNING und BARTELS depuis 1909 et l'autre par la Société HOLTMANN und SULTER. Je précise que lesdits terrains n'avaient pas été

1/ Note du Secrétariat : Résolution 1158 (XV)

achetés ni loués aux Allemands par les habitants de ma famille, qui en étaient les véritables propriétaires. Mais, s'il faut en croire à l'Autorité française, qui prétend que ces terrains avaient été classés par les premiers occupants, il conviendrait de demander la production des documents authentiques, établis par le Gouvernement allemand, qui préciseraient les noms et qualité des membres de ma famille qui avaient assisté à ces tenues de palabres dont il est question dans le document T/OBS.5/58 du 12 janvier 1955, du Conseil.

Au moment où la Société LEHNING und BARTELS avait occupé le terrain, il n'était nullement question de vente de celui-ci à cette société. Les allégations du représentant spécial de l'Autorité administrante sont sans fondement et le Conseil doit se rendre compte de la mauvaise foi de l'Administration française qui s'accapare injustement des terres appartenant aux autochtones, au profit des étrangers.

Les conventions internationales et la réglementation de l'ONU ont pour objet de préserver la Paix du monde et de reconnaître la légitimité du patrimoine d'autrui. Le Conseil de tutelle dont le rôle essentiel consiste à examiner et à donner suite aux pétitions qui lui sont présentées par les habitants des territoires sous tutelle, ne doit pas se borner à donner des recommandations et à prendre les résolutions dont nul ne tient aucun compte dans ces territoires, l'autorité administrante ne veut pas satisfaire les populations qui se plaignent des injustices qui leur sont commises par certaines autorités.

Remontons maintenant à l'origine de l'occupation des deux terrains de Nkomaka qui nous intéressent pour le moment, il faudra d'abord retenir que ceux-ci n'avaient jamais été vendus par mon père, ni par un autre de ma famille. La Société LEHNING und BARTELS avait occupé ce terrain à titre gracieux. Personne dans le pays ne connaissait que l'on pouvait vendre le terrain à un blanc. Cet argument est une inexactitude dont se sert le représentant spécial de l'autorité locale, en vue de justifier l'aliénation du terrain dont je suis victime et dont je fais appel à l'équité des membres du Conseil de tutelle pour réclamer soit une indemnité compensatrice, soit le payement d'une somme d'argent correspondant à un taux normal.

En effet, par lettre No. 1260/CC/SED du 9 octobre 1954, M. le Haut-Commissaire de la République Française au Cameroun, a adressé à M. le Receveur des Domaines à Douala une demande de renseignement au sujet de ces deux terrains.

Dans la même lettre, le Représentant du Gouvernement français au Cameroun précisait bien que lesdits terrains avaient fait l'objet d'un classement dans le domaine impérial, mais il n'indiquait non plus les conditions dans lesquelles ce classement avait été effectué. En réalité, j'affirme qu'aucune procédure de classement de terrain de Nkolmaka n'avait pas été suivie par les premiers occupants, c'est-à-dire par les Allemands. Ni mon feu père, ni personne de notre tribu n'avait été tenu au courant de cette procédure inexistante.

C'est en effet un alibi dilatoire par lequel l'Autorité administrante voudrait justifier l'alliénation du terrain dont je revendique la restitution ou une indemnité correspondante. Par ailleurs, il existe une contradiction entre les services des Domaines du Territoire et M. le Haut Commissaire, contradiction qui résulte du fait que les Domaines affirment ne disposer aucune archive de la Sté. HOLTSMANN und SULTER alors que le Haut représentant français Cameroun déclare que le terrain appartenant à cette dernière Société, se composait de deux parcelles, dont l'une avait une contenance de mille hectares et l'autre de cinquante hectares. Aussi je déclare par là que HOLTSMANN und SULTER n'avait jamais planté le caoutchouc sur ce terrain, sinon le bâtiment servant de boutique qu'il y avait édifié.

D'ailleurs l'administration prétend avoir loué à M. GIARD Antoine 40 hectares de ce terrain pour la culture d'hévéa, je voudrais savoir si cette location avait été faite dans les formes régulières. Je conteste de tout cela, car le terrain qui n'est pas reconnu au domaine comme propriété privé du territoire ne devait, en aucun cas, être loué à Monsieur GIARD dans les conditions dont on nous parle.

J'attire en conséquence l'attention du Conseil de tutelle sur les déclarations suivantes, que je fais à l'encontre des observations présentées par le représentant spécial de l'autorité administrante.

Je revendique donc :

- a) La restitution des deux terrains en cause dont l'un a déjà été octroyé à la Sté. JOHN HOLT dans les conditions illégales les plus effrayantes;
- b) Paiement d'une indemnité compensatrice pour le temps que la John Holt avait occupé ledit terrain.

Pour terminer, j'ajoute que la Société JOHN HOLT avait acheté uniquement que le magasin et la maison qui se trouvaient construits sur le terrain. L'immatriculation qui avait suivi cet achat n'avait pas été connu de nous autres, véritables propriétaires. C'est ce qui ne nous a pas permis d'élever les protestations à cette procédure.

Compte tenu de ce qui précède, nous vous prions, Monsieur le Secrétaire, de bien vouloir reconsidérer ce qui vous est exposé ci-dessus pour qu'une résolution soit prise, en vue de me donner satisfaction à la présente pétition.

Espérant que vous allez pouvoir inviter de nouveau l'Autorité administrante du Cameroun, pour une suite satisfaisante, je vous prie d'agréer, Monsieur, avec mes remerciements anticipés, l'assurance de ma considération distinguée.

(s.)

SILVESTRE MBOGSI

COPIE

DOMANIALES 1280/CC/SED
Anciens terrains LEHNING
et BARTELS, et HOLTMANN
et SUTTER, à KOLMAKA.
(Subdivisions d'AKONOLINGA
et de MBALMAYO)

YAOUNDE, le 9 octobre 1954

LE RECEVEUR DES DOMAINES
DOUALA

Le 21 Novembre 1909, la Société LEHNING et BARTELS a cédé à la collectivité de KOLMAKA un terrain sis au bord du Nyong (terrain D du croquis ci-joint).

Par contrat homologué le 10 avril 1913, le Fiscus céda en location à la même société un terrain de 400 hectares environ (terrain C), contigüe au premier qui avait été aclassé au paravant dans le Domaine de la Couronne. Le bail était fixé à quinze ans à compter du 1er Janvier 1913.

Les dossiers du séquestre LEHNING et BARTELS ne figurent pas aux archives. D'après la fiche récapitulative établie par l'Administration du Séquestre, les biens de la Société qui ont été liquidés sont, à KOLMAKA, un bâtiment d'habitation et un magasin, "ces deux immeubles sur terrains domaniaux".

L'Administration du Séquestre semble ainsi ne pas s'être rendu compte du fait que le terrain C, qui portait les bâtiments, n'était pas domanial mais appartenait en toute propriété à LEHNING et BARTELS, elle ne l'a pas liquidé au nom de cette Société.

D'autre part, les archives du Séquestre mentionnent que la Société JOHN HOLT s'est rendue adjudicataire lors de la liquidation de LEWINING et BARTELS d'un terrain domanial de 400 hectares dont 20 Ha plantés en arbres à caoutchouc situé à KOLMAKA, avec une maison d'habitation sur pilotis et un magasin. Elle l'a fait récemment immatriculer à son nom.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire connaître si le terrain ainsi acquis par la Société JOHN HOLT est la parcelle C du croquis ci-joint, ou s'il se compose des deux parcelles C et D.

La Société HOLTMANN et SUTTER avait demandé deux terrains à KOLMAKA, l'un de 1000 hectares (terrain A), l'autre de 50 hectares (terrains B).

A la suite de cette demande, les terrains ont été classés dans le domaine de la couronne et, par contrat homologué le 18 février 1913, le Fiscus cédait en location à Holtmann et Sutter, pour quinze ans, à dater du 1er Janvier 1913, le terrain de 1000 hectares.

Le projet de location relatif à la parcelle D (sur laquelle la Société avait construit une boutique) a fait l'objet de discussions, et il ne semble pas que le bail ait été finalement signé avant l'abandon du Cameroun par les Allemands.

Aucune mention de ces deux terrains ne figure dans les dossiers du Séquestre HOLTMANN et SUTTER.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me communiquer les renseignements que vous pourriez posséder quant à leur situation foncière actuelles.

P. LE HAUT COMMISSAIRE
P. LE SECRETAIRE GENERAL
L'INSPECTEUR DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
Signé : RICAL

COPIE

CONSERVATION DE LA
PROPRIETE FONCIERE DU CAMEROUN

DOUALA, le 25 Mars 1954

No. 929

Le Conservateur de Propriété Foncière,
Receveur du Domaine,

à Monsieur ABESSOLO N'KONDJO, Secrétaire de l'U.P.C.
B.P. 13 bis à MBALIMAYO

s/c de Mr. le CHEF DE LA REGION DE NYONG ET SANAGA
YAOUNDE

Monsieur,

Comme suite à votre lettre du 23 Octobre 1953, j'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli un tirage du plan d'un immeuble rural d'une superficie de 426 hectares, sis à NKOLMAKA (Subdivision de Mbalimayo), objet du titre Foncier No. 89 de la Région du Nyong et Sanaga, dont la Société John Holt est propriétaire pour l'avoir acquis à l'adjudication des biens sous séquestre de la firme LEHNING UND BARTELS suivant procès-verbal du 18 août 1924.

Cet immeuble avait été vendu par le Fisc du Cameroun à la Société LEHNING und BARTELS suivant contrat passé à BOUEA le 29 Décembre 1912.

D'autre part, il n'existe dans les archives du Service aucun dossier concernant l'ancienne plantation HOLTSMANN und SULTER à Nkolmaka.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Signé : illisible.